

tionnaire, ne peuvent revendiquer une augmentation de salaire parallèle à l'augmentation des prix. La lutte bureaucratique officielle contre la vie chère ne sert qu'à tromper les masses. Les paysans, les artisans, les commerçants doivent cependant, en tant que consommateurs, s'immiscer activement, la main dans la main avec les ouvriers, dans la politique des prix. Aux lamentations des capitalistes sur les frais de production, de transport et de commerce, les consommateurs répondront : « Montrez-nous vos livres, nous exigeons le contrôle sur la politique des prix. » Les organes de ce contrôle doivent être des COMITÉS DE SURVEILLANCE DES PRIX, formés de délégués d'usines, de syndicats, de coopératives, d'organisations de paysans, de petites gens des villes, de ménagères, etc. Dans cette voie, les ouvriers sauront montrer aux paysans que la cause des prix élevés n'est pas dans les hauts salaires, mais dans les profits excessifs des capitalistes et les faux frais de l'anarchie capitaliste.

Le programme de NATIONALISATION de la terre et de la COLLECTIVISATION DE L'AGRICULTURE doit être construit de façon à exclure radicalement l'idée de l'expropriation des petits paysans ou de leur collectivisation forcée. Le paysan restera le propriétaire de son lot de terre tant qu'il le trouvera lui-même nécessaire et possible. Pour réhabiliter aux yeux des paysans le programme socialiste, il faut démasquer impitoyablement les méthodes stalinienne de collectivisation, dictées par les intérêts de la bureaucratie et non par les intérêts des paysans et des ouvriers.

L'expropriation des expropriateurs ne signifie pas non plus la dépossession forcée des PETITS ARTISANS et des PETITS COMMERCANTS. Au contraire, le contrôle ouvrier sur les banques et les trusts, à plus forte raison la nationalisation de ces entreprises, peuvent créer pour la petite bourgeoisie citadine des conditions incomparablement plus favorables de crédit d'achat et de vente, que sous la domination illimitée des monopoles. La dépendance envers le capital privé fera place à la dépendance envers l'Etat, qui sera d'autant plus attentif pour ses petits collaborateurs et agents que les travailleurs eux-mêmes tiendront plus fermement l'Etat dans leurs mains.

La participation pratique des paysans exploités au contrôle des divers domaines de l'économie permettra aux paysans eux-mêmes de décider s'il convient ou non de passer au travail collectif de la terre, dans quels délais et à quelle échelle. Les ouvriers de l'industrie s'engagent à apporter dans cette voie toute leur collaboration aux paysans : par l'intermédiaire des syndicats, des comités d'usine et, surtout, du gouvernement ouvrier et paysan.

L'alliance que le prolétariat propose non pas aux classes moyennes en général, mais aux couches exploitées de la ville et du village, contre tous les exploités, y compris les exploités « moyens », ne peut être fondée sur la contrainte, mais seulement sur un accord libre qui doit être consolidé dans un « pacte » spécial. Ce « pacte », c'est précisément le programme de revendications de transition, librement accepté par les deux parties.

## La lutte contre l'impérialisme et contre la guerre

Toute la situation mondiale et, par conséquent, aussi la vie politique intérieure des divers pays, se trouvent sous la menace de la guerre mondiale. La catastrophe imminente pénètre d'angoisse, dès maintenant, les masses les plus larges de l'humanité.

La II<sup>e</sup> Internationale répète sa politique de trahison de 1914 avec d'autant plus de conviction que l'Internationale « Communiste » joue maintenant le premier violon du chauvinisme. Dès que le danger de la guerre a pris un aspect concret, les stalinien distançant de loin les pacifistes bourgeois et petits bourgeois, sont devenus les champions de la prétendue « défense nationale ». La lutte révolutionnaire contre la guerre retombe ainsi entièrement sur les épaules de la IV<sup>e</sup> Internationale.

La politique des bolcheviks-léninistes dans cette question a été formulée dans les thèses programmatiques du Secrétariat International qui gardent encore maintenant toute leur valeur (« LA QUATRIÈME INTERNATIONALE ET LA GUERRE », 1<sup>er</sup> Mai 1934). Le succès du parti révolutionnaire dans la prochaine période dépendra, avant tout, de sa politique dans la question de la guerre. Une politique correcte comprend deux éléments : une attitude intransigeante envers l'impérialisme et sa guerre, et l'aptitude à s'appuyer sur l'expérience des masses elles-mêmes.

Dans la question de la guerre, plus que dans toute autre question, la bourgeoisie et ses agents trompent le peuple par des abstractions, des formules générales, une phraséologie boiteuse : « neutralité », « sécurité collective », « armement pour la défense de la paix », « défense nationale », « lutte contre le fascisme », etc., etc. Toutes ces formules se réduisent en fin de compte, à ce que la question de la guerre, c'est-à-dire du sort des peuples, doit rester dans les mains des impérialistes, de leurs gouvernements, de leur diplomatie, de leurs Etats-majors, avec toutes leurs intrigues et tous leurs complots contre les peuples.

La IV<sup>e</sup> Internationale rejette avec indignation toutes ces abstractions, qui jouent chez les démocrates le même rôle que chez les fascistes : « honneur », « sang », « race ». Mais l'indignation ne suffit pas. Il faut aider les masses, à l'aide de critères, de mots d'ordre et de revendications à faire apparaître la réalité, à distinguer ce qu'il y a concrètement au fond des abstractions frauduleuses.